

Le vote et l'abstention en temps de crise

CÉLINE BRACONNIER
Université de Cergy-
Pontoise

La France a basculé, en quelques années, du côté des démocraties de l'abstention. Elle fait désormais partie des pays dans lesquels, à l'occasion de la plupart des scrutins, les citoyens qui ne votent pas sont plus nombreux que ceux qui votent¹. Les taux record d'abstention enregistrés lors des européennes de 2009 et des régionales de 2010 n'ont fait que prolonger une dynamique démobilisatrice de longue durée, impulsée à la fin des années 1980 et qui s'est accentuée au tournant du siècle tout en se généralisant. Si l'abstention a crû d'environ 10 points en moyenne au cours des deux dernières décennies pour les scrutins de basse intensité, elle n'a épargné ni les législatives, ni les présidentielles, en effet. Des débuts de la Troisième République jusqu'au milieu des années 1980, l'abstention n'avait jamais dépassé, en moyenne, 20 % des inscrits à l'occasion des élections parlementaires. À partir de 1988, elle tourne autour de 30%, et atteint 40% en 2007. En outre, en 2002, la démobilisation atteint pour la première fois, en France, les présidentielles.

Un basculement abstentionniste de grande ampleur

La France n'est pas la seule à avoir opéré ce basculement abstentionniste. Nombreux sont ses partenaires européens à enregistrer des chutes importantes de la participation électorale au cours des deux dernières décennies. En Allemagne, où les élections législatives commandent la nomination du Chancelier, l'abstention ne dépasse que de très peu les 10 % des inscrits jusqu'à la fin des années 1980. Au cours de la décennie suivante, le pourcentage d'abstentionnistes est multiplié par deux. Il continue d'augmenter au tournant du siècle pour atteindre le record historique de 30 % en septembre 2009. Au Royaume-Uni, où les législatives décident aussi de l'orientation

1. Céline Braconnier, Jean-Yves Dormagen, *La démocratie de l'abstention*, Gallimard, Paris, 2007.

politique du pays, la même tendance est à l'œuvre, avec une abstention qui oscille entre 30 et 40% au cours des vingt dernières années pour se stabiliser autour de ce dernier chiffre lors des derniers scrutins. Les pays méditerranéens ne sont pas épargnés. Ainsi le Portugal perd-il en moyenne 10 points de pourcentage de participation entre les législatives du début des années 1980 et celles du début des années 1990, et encore 10 points au cours de la période suivante : l'abstention à ce type de scrutin y est désormais, en moyenne, de 40% depuis le tournant du siècle. Sauf le cas très particulier du Danemark, les pays scandinaves n'échappent pas non plus au mouvement, qui perdent environ 10 points de pourcentage de participation aux législatives au cours des deux dernières décennies (cas de la Suède et de la Norvège par exemple) même si le niveau de la participation demeure, dans cette partie de l'Europe, plus élevé.

La crise explique t-elle cette évolution ?

Pour rendre compte de cette évolution, il faut faire appel à de nombreux facteurs qui cumulent leurs effets. Ils sont à coup sûr à la fois structurels et conjoncturels, économiques et politiques, mais il est encore difficile à ce jour d'évaluer précisément la part qui revient à chacun.

Si leurs travaux portent surtout sur les choix électoraux et moins sur la participation, les quelques chercheurs qui interrogent le lien entre conjonctures économiques et vote concluent la plupart du temps à un lien fort². Et en des temps où l'on explique facilement l'évolution des comportements électoraux par la seule référence à l'offre (son contenu, sa qualité, l'intensité de la campagne, le charisme des candidats) il est important de rappeler qu'il existe aussi et toujours des déterminants sociaux de la participation électorale, même s'ils ne renvoient pas au même contenu aujourd'hui qu'hier et qu'ils ne peuvent donc plus être identifiés à partir des mêmes outils et catégories d'analyse qu'autrefois. Il n'empêche : les transformations qui affectent le monde social – et donc la crise en tant qu'elle en est à l'origine – ont toutes les chances d'avoir des prolongements, encore aujourd'hui, dans l'espace électoral.

On peut commencer par constater le parallélisme des évolutions. Les années 1980, au cours desquelles on enregistre une première décroissance électorale, sont bien celles de la montée du chômage, de l'extension de la crise industrielle, du début de la déstructuration du monde ouvrier et du développement des emplois précaires. Les années 1990 sont celles

2. Helmut Norpoth, Mickael Lewis-Beck, Jean-Dominique Lafay (dir), *Economics and Elections. The Calculus of Support*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1991 ; Daniel Guérin, Richard Nadeau, « Conjoncture économique et comportement électoral au Québec », *Recherches sociographiques*, vol 36, 1, 1995, pp 65-76. Steven Rosenstone, « Economic Adversity and Voter Turnout », *American Journal of Political Science*, vol 26,1, février 1982, pp 25-46.

de la diffusion des effets de la crise. Les dernières années marquent une inflexion vers le haut de la tendance abstentionniste qui pourrait bien, également, correspondre aux prolongements politiques du dernier volet – financier – de cette crise. Le maintien de la participation à un plus haut niveau dans les pays scandinaves pourrait aussi, par ailleurs, être rapporté au système de protection sociale plus développé, qui en atténue les effets sur les plus fragiles³.

La comparaison avec les États-Unis peut aider à aller plus loin dans la compréhension.

Un rapport de plus en plus inégalitaire au vote

Car c'est bien une évolution « à l'américaine » que les contrées européennes, qui furent longtemps très participatinnistes, enregistrent, sur fond de crise économique. Dans un pays comme la France, si l'on ajoute les non-inscrits aux abstentionnistes des chiffres officiels, on se rapproche désormais très nettement, en effet, des taux de mobilisation américains. Outre-Atlantique, depuis la Seconde Guerre mondiale, la participation s'est stabilisée à un niveau très bas, qui ne paraît guère dépendre, du même coup, des mouvements de l'économie : elle atteint difficilement les 60% lors des présidentielles et les 35% lors des élections des représentants qui sont organisées à mi-mandat (et donc découplées des présidentielles).

Les chiffres, comme souvent, dissimulent toutefois des processus à travers lesquels le lien avec la crise pourrait bien être établi.

Si la participation américaine contemporaine ne paraît guère affectée par les cycles économiques, c'est peut-être, d'abord, parce que les catégories les plus fragiles et donc les plus susceptibles d'être affectées par les crises sont depuis longtemps sous-représentées dans la population électorale effective de ce pays. La participation électorale est, aux États-Unis, et depuis des décennies, fortement inégalitaire. Car, ici comme ailleurs, plus l'abstention est importante et plus l'écart de participation entre les populations les plus favorisées et celles qui le sont le moins est lui-même élevé. Les populations noires, qui sont aussi les moins diplômées et les plus pauvres, sont également les moins intéressées par la politique : ce sont elles qui, traditionnellement, votent le moins et sont le moins bien inscrites sur les listes électorales⁴.

Malgré cela, des études récentes montrent que la crise, notamment parce qu'elle a pour effet d'accroître encore davantage les inégalités sociales, produit des effets sur la participation des plus démunis des électeurs : au cours des

3. Benjamin Radcliff, « The Welfare State, Turnout, and the Economy : A Comparative Analysis », *The American Political Science Review*, vol 86, 2, juin 1992, pp 444-454.

4. Raymond E. Wolfinger, Steven J. Rosenstone, *Who Votes ?*, New Haven, London, Yale University Press, 1980.

dernières années, l'abstention dans les quartiers populaires semble d'autant plus grande que l'écart des revenus dans la région où ils sont implantés s'accroît⁵.

Le basculement des pays européens du côté des démocraties de l'abstention a donc eu pour effet de produire de l'inégalité électorale dans les pays où elle était pourtant la moins marquée jusqu'aux années 1980. En France, lors des élections législatives comme présidentielles, on a longtemps voté autant dans les quartiers populaires des banlieues métropolitaines qu'ailleurs dans le pays. Autrement dit, le haut niveau de participation électorale allait de pair avec un rapport beaucoup plus égalitaire au vote que celui observable aux États-Unis. Ce n'est plus le cas aujourd'hui.

Les études de l'Insee établies à partir du croisement des listes d'émargement et des données du recensement montrent que l'écart de participation entre les catégories les plus diplômées et celles qui le sont le moins est désormais de l'ordre de 15 points aussi bien aux régionales qu'aux législatives. Les données de la géographie électorale confirment le phénomène, en manifestant l'écart plus important encore qui sépare par exemple, lors des dernières élections régionales de 2010, la participation enregistrée aux marges populaires des villes de la moyenne nationale. Alors que l'abstention s'élevait à 51 % en moyenne, au premier tour, elle atteignait ainsi jusqu'à 70 % dans des communes populaires comme Gerge-les-Gonesse ou Villetaneuse, et même 75 % dans le quartier du Mirail, à Toulouse, ou encore 72 % à Vaux-en-Velin. Ce processus, observé en France, l'est aussi partout en Europe où l'on enregistre une dynamique démobilisatrice. En Suède comme en Norvège par exemple, l'écart de participation entre les ouvriers et les cadres a crû en trente ans. C'est aussi le cas au Royaume-Uni⁶. Seul le Danemark, qui reste très participationniste, fait figure d'exception en n'enregistrant pas de chute notable de la participation de la part des catégories les moins bien loties en ressources économiques, sociales et politiques⁷. Il est encore trop tôt pour savoir si la crise pourrait avoir pour effet d'étendre le processus de démobilisation électorale aux tranches jusque-là encore plus participationnistes de la classe moyenne, notamment celles qui résident dans les zones pavillonnaires, mais cela pourrait bien être le cas.

Une diffusion de l'intermittence électorale

Si la crise économique constitue l'un des facteurs explicatifs de la démobilisation électorale, l'observation des iti-

5. Frederick Solt, « Does Economic Inequality Depress Electoral Participation ? Testing the Schattschneider Hypothesis », *Political Behavior*, vol 32, 2, juin 2010, pp 285-302. Les effets politiques produits par l'accroissement des inégalités sociales liées à la crise vont bien au-delà de l'abstention. Une telle évolution emporte aussi des effets sur les attitudes, voir, par exemple, Robert Andersen, Tina Fetner, « Economic Inequality and Intolerance : Attitudes Towards Homosexuality in 35 Democracies », *American Journal of Political Science*, vol 52, 4, octobre 2008, pp 942-958.
6. Harold D. Clarke, David Sanders, Marianne C. Stewart, Paul W. Whiteley, « Britain (not) at the Polls, 2001 », *Political Sciences and Politics*, vol 36, 1, janvier 2003, pp 59-64.
7. Jorgen Elkit, Palle Svensson, Lise Togeby, « Why is Voter Turnout not Declining in Denmark ? », Annual Meeting of the American Political Science Association, Washington DC, septembre 1-4, 2005.

néraires individuels de participation sur la longue durée permet de préciser la nature du phénomène. Pour ce qui concerne la France, cette démobilisation ne recouvre pas une rupture avec l'institution électorale de la part des catégories les plus affectées par la crise. En effet, celles-ci continuent de voter, même si elles le font moins – parfois beaucoup moins – qu'avant. Là réside la nouveauté. Au niveau national, les études de l'Insee montrent que la diffusion de l'intermittence est l'une des évolutions les plus marquantes des deux dernières décennies⁸. Désormais, seul un inscrit sur deux vote à toutes les élections ou presque. Dans les bureaux des quartiers populaires, la proportion est de l'ordre d'un sur quatre. Au cours de la dernière séquence électorale, nombreux sont ainsi les électeurs de ces quartiers à n'avoir voté qu'à l'occasion des élections présidentielles de 2007.

Pourquoi l'ont-ils fait, alors qu'ils entretiennent par ailleurs un rapport de plus en plus oblique au politique qui les maintient le plus souvent à distance des urnes ?

Certains l'ont fait d'abord parce qu'ils ont cru en la capacité du candidat Sarkozy à apporter un changement dans leur vie, soit qu'ils l'aient désiré, soit au contraire qu'ils aient été effrayés par la perspective du pire⁹. Or, les temps de crise sont marqués par un fort désenchantement à l'égard de la politique, alimenté par le constat que les élus ne peuvent manifestement vraiment améliorer la vie¹⁰. L'effondrement de l'utopie communiste, mais aussi, en France, la succession d'alternances droite/gauche, ont rendu sceptiques sur les capacités des candidats à proposer des alternatives aux modes de vie marqués par les difficultés accumulées. La persistance du chômage qui affecte durablement nombre de familles, la difficulté à trouver des emplois stables, l'expérience de la faible valeur des diplômes par les enfants de la démocratisation scolaire, l'augmentation du coût de la vie quotidienne, la précarité énergétique, la baisse du niveau de remboursement des frais médicaux constituent autant d'enjeux dont on expérimente dans des catégories de la population de plus en plus étendues que les politiques ne se saisissent pas, ou pas assez, ou de façon inefficace. Cette dé-différenciation de la droite et de la gauche de gouvernement par les effets vécus des politiques publiques est évidemment particulièrement pénalisante pour les sortants, qui éprouvent d'autant plus de difficultés à mobiliser leurs électeurs. Les élections législatives de 2007, organisées dans la foulée de l'élection de Nicolas Sarkozy, sont d'ailleurs les premières depuis 1978 à avoir été remportées par une majorité sortante.

8. François Héran, « De plus en plus de votants intermittents », *Insee Première*, 877, janvier 2003.

9. Georges E. Marcus, Michael B. MacKuen, « Anxiety, Enthusiasm, and the Vote : The Emotional Underspinning of Learning and Involvement during Presidential Campaigns », *American Political Science Review*, vol 87, 3, septembre 1993, pp 672-685.

10. Marc J. Hetherington, « The Political Relevance of Political Trust », *American Political Science Review*, vol 92, 4, décembre 1998.

Si certains électeurs ont voté lors des dernières élections présidentielles, alors qu'ils n'ont plus voté depuis, c'est aussi parce qu'ils ont été, en 2007, entraînés vers les urnes par la campagne électorale, qui fut de particulièrement forte intensité. Or, mobiliser les désenchantés, ceux qui n'y croient plus, ou tout simplement ceux qui ne portent pas d'intérêt particulier à la politique, suppose la mise en œuvre de campagnes électorales de bien plus grande intensité que de mobiliser ceux que leur intérêt pour la politique mènera de toute façon vers les urnes les jours de scrutin¹¹. Un haut niveau de diplôme, ou bien un sens aigu du devoir civique susceptible de compenser le manque d'intérêt, mènent aux urnes¹². La participation des populations les plus fragiles et de celles qui entretiennent un rapport distancié au politique dépend, en revanche et de plus en plus, du niveau d'intensité de la campagne : de sa durée, des supports télévisés qui la relaient et des processus d'entraînement inter-individuels qui la prolongent dans les quartiers, au bureau et à l'usine, à l'université et dans tous les espaces où s'organise la vie sociale¹³.

Les effets de la déstructuration du monde ouvrier

Il fut un temps où ces processus d'entraînement ne prenaient pas la seule forme des micro-pressions exercées en période électorale par les plus politisés ou les plus civiques sur ceux qui, dans leur entourage, le sont le moins. En France, la vie quotidienne elle-même prenait forme dans des cadres qui abritaient une socialisation politique secondaire. À l'usine comme dans le quartier, les militants, par exemple, étaient des figures beaucoup plus familières. Et c'est d'ailleurs aussi ce qui différenciait à l'époque la vie politique française de la vie politique américaine. C'est donc aussi dans la mesure où la déstructuration toujours plus poussée du monde ouvrier constitue un aspect majeur de la crise¹⁴ qu'on peut lui imputer une part de la démobilisation électorale des populations les moins favorisées.

Dans les quartiers, la vie sociale, bien que souvent fort riche, se déroule désormais dans des cadres largement informels : la solidarité s'exerce pour faire face aux difficultés, mais elle n'est plus autant qu'avant structurée par le monde associatif. Le lien avec le politique local qui s'établissait par ce biais est donc lui aussi affaibli¹⁵. La politique locale a d'ailleurs cessé de faire rêver les nouveaux militants de quartiers, dont beaucoup ne voient pas leur investissement suffisamment rétribué, jusques et y compris au plan sym-

11. Kim Quaile Hill, Jan E. Leighley, « Political Parties and Class Mobilization in Contemporary United States Elections », *American Journal of Political Science*, vol 40, 3, août 1996, pp 787-804.
12. David Butler, Donald Stokes, *Political Change in Britain : Forces Shaping Electoral Choice*, London, Mac Millan, 1969.
13. Steven J. Rosenstone, John M. Hansen, *Mobilization, Participation, and Democracy in America*, Macmillan Publishing Company, New York, 1993.
14. Stéphane Beaud, Maurice Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière*, Fayard, Paris, 1999.
15. Rémi Lefebvre, Frédéric Sawicki, « Le peuple vu par les socialistes » dans Frédérique Matonti (dir.), *La démobilisation politique*, Paris, La Dispute, 2005, p. 69-96.

bolique¹⁶. Leur défiance s'exprime aujourd'hui dans le fait qu'ils sont eux-mêmes, de plus en plus, des votants intermittents, alors que leurs homologues des années 1970 étaient de véritables « agents » électoraux, prenant en charge, sans toujours en avoir l'air, le rappel à l'ordre civique en période de scrutin. Les quartiers populaires, qui concentrent les populations les moins bien pourvues en ressources prédisposant au vote – la population est jeune, elle est moins diplômée que la moyenne nationale, moins souvent qualifiée, plus souvent au chômage, plus souvent fragile – n'offrent donc par ailleurs plus un environnement susceptible de compenser (comme ce fut le cas longtemps à travers le quadrillage politique de la banlieue rouge, par exemple) les faibles prédispositions à la participation de ses habitants.

Si les militants ont déserté les quartiers, leurs habitants sont aussi moins qu'avant susceptibles de trouver, au travail, de quoi stimuler leur participation. D'abord, nombreux sont ceux qui sont au chômage, on l'a dit, et échappent donc par définition aux effets socialisants dont la vie professionnelle est souvent porteuse. Car si elle « démoralise » jusqu'à l'ancienne aristocratie ouvrière – autrefois fer de lance de l'engagement politique en milieu populaire – et explique son retrait électoral de plus en plus marqué¹⁷, la précarité professionnelle prive également ses victimes de la rencontre de camarades syndiqués, de l'expérience de la revendication et de la lutte collective, et même des simples discussions politiques informelles entre collègues auxquels s'alimentaient également autrefois aussi bien la conscience de classe que l'entraînement électoral. Ceux qui disposent d'un travail précaire ne connaissent pas suffisamment leurs équipiers pour envisager de parler politique avec eux. Et ceux qui évoluent dans les petites unités du secteur tertiaire – elles abritent aujourd'hui le gros des effectifs ouvriers – n'osent souvent pas le faire. Parmi eux figurent ceux qui occupent des positions professionnelles sans rapport avec les compétences acquises au cours d'études parfois longues. Le peu d'estime de soi qui en résulte ne constitue pas non plus un facteur favorisant la prise de parole, jusque et y compris dans les urnes¹⁸. Quant à ceux qui, en outre, se perçoivent comme des citoyens de seconde zone car victimes de discrimination du fait de leur origine, de la couleur de leur peau ou de leur religion, ils ne sont, pour les mêmes raisons, pas les plus prédisposés à participer aux scrutins.

Privés de lien organique avec le politique et d'un certain nombre de ressources qui rendent le vote plus aisé donc plus

16. Olivier Masclat, *La gauche et les cités. Enquête sur un rendez-vous manqué*, La Dispute, Paris, 2003.
17. Emmanuel Pierru, *Guerre aux chômeurs ou guerre au chômage*, Éditions du Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2005.
18. Serge Paugam, « Formes d'intégration professionnelle et attitudes syndicales et politiques », *Revue Française de Sociologie*, XL-4, 1999, pp 715-751.

probable même quand on est ni riche ni diplômé – comme l'estime de soi ou le sentiment de sa propre compétence –, les milieux populaires de France et d'ailleurs qui subissent les effets déstructurants de la crise ressemblent de plus en plus, dans leur rapport au vote, aux milieux populaires américains. La participation électorale y dépend désormais avant tout de la capacité d'une petite minorité politisée ou qui culpabilise encore quand elle ne vote pas, elle-même de plus en plus réduite et de plus en plus âgée¹⁹, à entraîner son entourage vers les urnes lors de scrutins de haute intensité. ■

19. Seul le Danemark, là encore, fait exception, puisque le sentiment du devoir civique ne semble pas s'y être atténué au fil des ans, et que les jeunes déclarent autant que leurs aînés considérer que le vote est un devoir. Ailleurs, le déclin du sens civique au sein des jeunes générations semble constituer l'un des facteurs explicatifs de la démobilisation électorale, Jorgen Elkit, Palle Svensson, Lise Togeby, *op.cit.*